

Prolongation des délais de réalisation des motions et des postulats de la Direction de l'instruction publique

Date: 31 août 2016
Direction: Direction de l'instruction publique
N° d'affaire: 751231
Classification: Non classifié

M 152-2013 PLR (Schmidhauser, Bremgarten) **Prestations salariales complémentaires**

Traitement au Grand Conseil: 27 janvier 2014
Décision: chiffres 1 et 2 adoptés sous forme de postulat

☒ Proposition de prolonger le délai d'un an, jusqu'en 2017

Motifs de la proposition et mesures de réalisation envisagées:

La question est à l'étude. Les résultats de la comparaison intercantonale seront présentés au Grand Conseil en 2017.

M 245-2013 Kipfer-Guggisberg (Stettlen, PBD) **Discipline «économie, travail, vie domestique (économie familiale comprise)» du Lehrplan 21**

Traitement au Grand Conseil: 20 mars 2014
Décision: adoptée sous forme de postulat

☒ Proposition de prolonger le délai d'un an, jusqu'en 2017

Motifs de la proposition et mesures de réalisation envisagées:

La question de la dotation en leçons dans cette discipline sera examinée dans le cadre de l'introduction du Lehrplan 21. La grille horaire sera établie au plus tard en 2017.



M 216-2013 LSERev12 (Kropf, Berne)

Conditions d'engagement du corps enseignant en comparaison intercantonale

Traitement au Grand Conseil: 23 janvier 2014

Décision: adoptée

☒ Proposition de prolonger le délai d'un an, jusqu'en 2017

Motifs de la proposition et mesures de réalisation envisagées:

La question est à l'étude. Les résultats de la comparaison intercantonale seront présentés au Grand Conseil en 2017.

M 335-2013 Blaser (Steffisbourg, PS)

Formation d'assistant socio-éducatif ou d'assistante socio-éducative (orientation accompagnement des enfants) : pratique abusive des crèches

Traitement au Grand Conseil: 11 juin 2014

Décision: adoptée sous forme de postulat

☒ Proposition de prolonger le délai de deux ans, jusqu'en 2018

Motifs de la proposition et mesures de réalisation envisagées:

La Direction de l'instruction publique et la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale, en collaboration avec l'organisation du monde du travail Soziales Bern, élaborent actuellement une proposition reprenant les demandes formulées dans la motion. Cette proposition sera ensuite discutée au sein de la Commission cantonale du marché du travail (CCMT), composée d'organisations représentant les employeurs et les employés ainsi que d'autorités.

M 091-2014 PS-JS-PSA (Marti, Berne)

Accueil des enfants pendant les vacances scolaires : soutien des communes par le canton

Traitement au Grand Conseil: 19 novembre 2014

Décision: chiffres 1 et 2 adoptés sous forme de postulat
chiffre 3 adopté

☒ Proposition de prolonger le délai de deux ans, jusqu'en 2018

Motifs de la proposition et mesures de réalisation envisagées:

La mise en œuvre des demandes formulées dans la motion nécessite une révision législative. Celle-ci ne pourra être présentée au Grand Conseil qu'en 2018.